

L'épouvantail dans le jardin

Dans les milieux féministes des années 1970, la revendication du salaire au travail ménager a été le pavé dans la mare, la bombe puante, le virus dans le programme. Pourtant, si vous saviez, jeunes féministes d'aujourd'hui, combien elle a été importante pour certaines d'entre nous, jeunes féministes d'hier...

par Louise Toupin

« **D**errière la majorité des femmes qui "réussissent", il y a une autre femme, une mère, une sœur, une plus pauvre, une plus jeune, qui donne à manger aux enfants, remonte le moral et ramasse les p'tites culottes. Le partage des tâches, qu'on appelle ça. Le pouvoir de chaque femme qui en a un peu est fait de la plus-value du travail des autres femmes. »

¹ *La Vie en rose* (n° 1, mars-avril-mai 1981) ; <bnquebec.ca>.

² DALLA COSTA, Mariarosa, et Selma James (1973). *Le pouvoir des femmes et la subversion sociale*, Genève, Adversaire.

³ THÉÂTRE DES CUISINES (1976). *Môman travaille pas, a trop d'ouvrage !*, Montréal, Remue-ménage (voir la quatrième de couverture).

⁴ Nous devons à Lucie Bélanger d'avoir fait ces liens.

– NICOLE LACELLE, *Agenda des femmes 1985* (Remue-ménage).

Mars 1981. *La Vie en rose* publie son premier « vrai » numéro. À la une, Donald, archétype de la ménagère québécoise soumise, et le titre du dossier spécial du numéro¹ : « Gagner son ciel ou gagner sa vie ? ».

Ce dossier présente de larges extraits des textes du Réseau international pour le salaire au travail ménager². Composé de groupes de femmes d'Italie, d'Angleterre, de Suisse, des États-Unis et du Canada anglais, ce Réseau propose depuis 1971 une perspective révolutionnaire : un salaire, non pas pour « les ménagères », mais pour le travail ménager. Nuance !

Dans un éditorial signé Sylvie Dupont, *La Vie en rose* ose se prononcer en faveur du salaire au travail ménager, même si l'immense majorité des 22 autres groupes féministes et progressistes interviewés oppose depuis quelques années déjà un non catégorique à cette revendication. Leur motif principal : un salaire au travail ménager enchaînerait les femmes à la maison. Mieux vaut revendiquer le partage des tâches et des services collectifs comme les garderies.

C'est la position qui, à quelques exceptions et nuances près, prévaut encore aujourd'hui dans le mouvement des femmes – les plus fortunées ayant choisi de « partager les tâches » au salaire minimum avec une autre classe de femmes, plus pauvres. Ce qui, semble-t-il, n'est pas un problème.

Les partisans du salaire eurent beau s'époumoner, répéter qu'il ne s'agissait pas de salarier la « ménagère », mais un travail – qui que ce soit qui l'exécute (homme

ou femme) – et qu'il ne s'agissait pas d'empêcher la création de garderies, mais de les rendre accessibles aux enfants des femmes à la maison, rien n'y fit.

Aujourd'hui encore, ici comme ailleurs, le salaire au travail ménager reste une sorte d'épouvantail dans le jardin du féminisme.

Mais qu'y avait-il donc de si dérangeant à dire que ce travail-là, « ça se paye » ? Peut-être cela même qui nous emballait dans la perspective du salaire au travail ménager : contrairement aux revendications à la pièce dont on avait l'habitude, la perspective du salaire au travail ménager fournissait un fil conducteur qui reliait divers aspects autrement incompréhensibles de la situation des femmes.

Parler du salaire au travail ménager mettait en lumière sa face cachée : le non-salaire. Et prendre conscience de ce non-salaire, de la gratuité du travail ménager, faisait réaliser qu'il s'agissait en réalité d'une extorsion pure et simple du travail des femmes de la planète.

Cette situation apparaissait comme « le plus petit dénominateur commun » de toutes les femmes de la Terre : elles n'étaient pas payées pour tout le travail qu'elles faisaient. « Notre problème, disaient à l'époque les militantes des Éditions du remue-ménage, ce n'est pas d'abord qu'on ait fait de nous des poupées, mais des servantes. Notre lutte n'est pas dirigée contre la coquetterie ou contre tous les hommes, mais contre l'exploitation de notre travail, 24 heures sur 24³. »

Quand on entrait dans le détail de tout ce que comportait le travail non salarié des femmes, le terme « travail ménager » semblait bien réducteur. En réalité, ce travail recouvrait bien plus que les tâches domestiques et matérielles. Il incluait aussi l'éducation et la socialisation des enfants et des adolescents, les soins médicaux et le soutien émotionnel à la maisonnée entière, la « charge mentale » de l'organisation et du bon fonctionnement de la vie familiale, etc. Il touchait donc l'immense champ du travail immatériel : les soins psychologiques

“ **Q**uand des femmes disaient vouloir mettre un prix sur tout cela, on leur rétorquait : « Le travail que vous faites est tellement important qu'il n'a pas de prix ! » Voilà pourquoi il devait être fait par amour. ”

aux enfants, au conjoint, à ses vieux parents et parfois même aux parents du conjoint, ainsi qu'aux personnes malades et handicapées de la famille élargie.

Bref, réfléchir sur la question du salaire au travail ménager nous a fait découvrir ce que recouvre aujourd'hui la notion de *care* : le travail de soins, les « aidantes naturelles » et le bénévolat sans condition – cette é-n-o-r-m-e contribution à l'économie mondiale offerte gratuitement par toutes les femmes de la Terre. Rien de moins que la reproduction des sociétés.

Quand des femmes disaient vouloir mettre un prix sur tout cela, on leur rétorquait : « Le travail que vous faites est tellement important qu'il n'a pas de prix ! » Voilà pourquoi il devait être fait par amour. Du moins dans le cadre familial, car hors de la famille *le même travail était rémunéré*.

Ce non-salaire, cette gratuité du travail ménager dans la famille nous a ouvert les yeux sur le pourquoi des bas salaires féminins dans les secteurs d'emploi majoritairement féminins – les garderies, l'éducation, la santé et les services sociaux, les services alimentaires : c'étaient des jobs que les femmes effectuaient gratuitement à la maison. Des jobs qui étaient censées être inhérentes à leur nature, à la définition de la féminité. Le salaire au travail ménager nous a ouvert les yeux sur ce qu'on appelle aujourd'hui l'équité salariale.

La perspective du salaire au travail ménager permettait aussi de comprendre l'importance de la lutte des femmes « cheffes de famille vivant de l'aide sociale » : les allocations étaient leur salaire, un salaire pour le travail qu'elles effectuaient à la maison ! L'État reconnaissait donc implicitement que le travail gratuit à la maison était bien un travail, et qu'en l'absence d'un « gagnepain », des sous étaient nécessaires pour l'exercer⁴.

Réfléchir sur la gratuité du travail ménager faisait aussi voir le travail invisible des femmes dans l'agriculture et dans de petites entreprises appartenant au conjoint : ce travail invisible faisait partie du « contrat de travail » tacite des femmes mariées. Une étude sur le sujet menée par l'AFÉAS (Association féminine d'éducation et d'action sociale) en 1976 a donné naissance à l'Association des femmes collaboratrices de leur mari dans une entreprise familiale, dont les luttes ont abouti à la reconnaissance d'un statut et d'un salaire pour ces femmes, avec les avantages sociaux qui s'y rattachent, comme le droit au chômage.

Envisager le travail ménager sous l'angle du contrat de travail implicite des ménagères a amené les groupes de lesbiennes du Réseau du salaire au travail ménager à pousser plus loin encore le raisonnement. Les relations (hétéro)sexuelles et le service aux hommes étaient analysés comme des clauses du contrat de travail des femmes mariées : du respect de ces clauses dépendait leur entretien matériel et leur sécurité financière. Une sorte de *package deal*.

Le lesbianisme était vu comme un refus du travail, celui qui fait d'une femme la servante d'un homme. Se

battre pour un salaire au travail ménager, c'était refuser ce travail, se battre contre ce rôle social, lutter contre le travail ménager « en tant que définition de la féminité ».

Les lesbiennes du Réseau ont en quelque sorte « dénaturé » les relations hétérosexuelles en faisant découvrir aux autres femmes, non seulement qu'elles avaient une orientation sexuelle, l'hétérosexualité (ce qu'elles ignoraient, tellement c'était « naturel »), mais aussi que l'hétérosexualité, c'était bien plus que des pratiques sexuelles. C'était aussi toute une façon d'organiser la vie, une institution quoi !

Enfin, cette perspective du salaire au travail ménager nous a fait comprendre que, tout comme le travail ménager est rémunéré hors du cadre familial, les relations sexuelles aussi pouvaient l'être. « L'existence même de la prostitution démontre que baiser est un travail : ou bien il est payé ou bien il ne l'est pas. » Cela nous amenait à poser un regard neuf sur les prostituées et à nous sentir solidaires de ces femmes. Leur crime était de demander de l'argent (un salaire) en retour d'une prestation de services qui devait être gratuite. Certains groupes du Réseau ont d'ailleurs été parmi les premiers à appuyer la lutte des groupes de défense des droits des prostituées qui émergeaient alors aux États-Unis et au Canada anglais.

Ce ne sont là que quelques-unes des pièces du puzzle de la situation des femmes que la perspective du salaire au travail ménager avait réussi à recomposer durant les années 1970. Même si plusieurs femmes partageaient en bonne partie cette analyse, peu d'entre elles étaient prêtes à mener la lutte pour un tel salaire.

Quand je rebrasse toutes ces idées, je me rends compte que mon féminisme a été beaucoup plus influencé par cette analyse et sa perspective holistique que par le féminisme radical qui nous venait des États-Unis, où les femmes semblaient être analysées « toutes seules ». La perspective du salaire au travail ménager arrimait la libération des femmes à la libération sociale. C'est ce qu'on appelait à l'époque une analyse antipatriarcale et anticapitaliste.

En 2005, je reste sur l'impression qu'en rejetant cette stratégie le mouvement des femmes est passé à côté de quelque chose de très important dans la compréhension de la place des femmes dans la société et, par là, de sa subversion. Le livre phare du Réseau s'intitulait d'ailleurs *Le pouvoir des femmes et la subversion sociale*.

LOUISE TOUPIN est chargée de cours en études féministes et chercheuse indépendante. Militante du Front de libération des femmes du Québec et cofondatrice des Éditions du remue-ménage, elle a publié, avec Véronique O'Leary, les deux *Québécoises Deboutte!* (Remue-ménage, 1982, 1983) et, avec Micheline Dumont, *La pensée féministe au Québec : anthologie 1900-1985* (Remue-ménage, 2003).

POUR SAVOIR où en sont aujourd'hui les théoriciennes du Réseau pour le salaire au travail ménager :

FEDERICI, Silvia (2004). *Caliban and the Witch. Women, the Body and Primitive Accumulation*, New York, Autonomedia. Voir aussi sur le Web : *Reproduction sociale et lutte féministe dans la nouvelle division internationale du travail* (2002) : <nadir.org/nadir/initiativ/agp/infopool/s26bulletin/page05.htm-sylvia>

DALLA COSTA, Mariaros (1997). « Some Notes on Neoliberalism, on Land, and on the Food Question », *Canadian Woman Studies/Les cahiers de la femme*, vol. 17, n° 2.

DALLA COSTA, Mariaros, et Giovanna Franca DALLA COSTA (1993). *Paying the Price : Women and the Politics of International Economic Strategy*, Londres, Zed Books.